

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX

Z.I. n 3
16160 Gond-Pontouvre

Références : 2026 627 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007202063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2026 dans l'établissement SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX implanté ZONE INDUSTRIELLE 16160 Gond-Pontouvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite du site a été réalisée à la demande du préfet pour faire connaître aux élus de l'agglomération d'Angoulême, l'activité du site et les enjeux associés.

L'inspection en a profité pour faire le point sur certains points pour constater le retour à la normale suite à l'incendie du 16 avril.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX
- ZONE INDUSTRIELLE 16160 Gond-Pontouvre
- Code AIOT : 0007202063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SIRMET 16 est une installation classée pour la protection de l'environnement de transit, stockage, traitement de déchets divers (batteries, bois, carton, ferrailles, déchets d'équipements électriques

et électroniques [DEEE], petits appareils en mélange [PAM], aérosols, huile, gaz...), dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) et broyage de déchets dont les VHU.

Outre la réglementation en vigueur applicable aux activités de SIRMET, des prescriptions spécifiques à l'entreprise sont précisées dans l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 14 juin 2022. Un nouvel APC a été pris le 13 février 2025 pour acter l'instruction de l'étude de dangers et prescrire les dispositions en matière de prévention et de protection incendie. Un nouvel APC a été publié le 2 mars 2026 pour encadrer le plan de surveillance et la campagne de mesure spécifiques aux retombées d'émissions atmosphériques au sol, émissions susceptibles de contenir des paramètres tels dioxines et furanes.

Des arrêtés préfectoraux sont actuellement en cours de contradictoire (avril 2026) pour renforcer la sécurité incendie du site et la définition d'un protocole en vue de réaliser les premiers prélèvements environnementaux sur et hors site en cas d'incendie.

Enfin, l'exploitant a précisé que 15 usines en France réalisent les opérations de tri de PAM ou déchets assimilés. La SIRMET sur son site du Gond-Pontouvre traite près de 13000 tonnes de PAM chaque année. Son objectif est de diviser en 2 cette quantité en envoyant une autre partie du flux vers son site de PONSON-DESSUS (Pyrénées-Atlantiques), faisant actuellement l'objet d'une procédure d'autorisation environnementale.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rétention aire de dépotage	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 7.4.4	Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 14/06/2022, article 7.4.1	Sans objet
2	Moyens complémentaires de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/02/2025, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis notamment de constater que la réserve incendie de 360 m³ était remplie et pleinement disponible.

De même, le bassin de confinement des eaux d'extinction dispose d'une pleine capacité (les eaux d'extinction de l'incendie du 16/04/2026 ont été évacuées vers des filières de traitement de

déchets).

Enfin, il est nécessaire que l'exploitant mette en place des actions rapides pour disposer d'une rétention ad hoc au niveau de l'aire de dépotage des carburants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2022, article 7.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont dirigées vers le bassin de régulation des eaux pluviales d'un volume de 1500 m³.

Constats :

Les eaux d'extinction générées par l'incendie du 16 avril dernier ont été pompées par la SNATI et l'inspection a bien constaté que le bassin de confinement disposait d'une pleine capacité disponible.



Photo du bassin de confinement le 24 avril 2026

A noter toutefois que suite à la visite du 17 avril dernier, il demeure attendu que :

- la vanne en aval du bassin fasse l'objet d'une réparation pour être considérée comme étanche en fermeture ; à ce sujet, des devis ont été établis selon les dires de l'exploitant ;
- les BSD d'évacuation des eaux d'extinction de l'incendie du 16 avril soient transmis à l'inspection.

L'exploitant a précisé que ces éléments vont être prochainement transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens complémentaires de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2025, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défense.
Constats : L'incendie du 16 avril dernier a conduit les pompiers à utiliser l'ensemble du volume disponible dans la réserve souple à savoir 360 m ³ . La présente inspection a permis de constater que le remplissage de ladite réserve était bien effectif et que, désormais, les 360 m ³ requis sont bien disponibles.
 <p>The photograph shows a large, green, inflatable fire reserve tank (réservoir souple) situated behind a metal fence. To the left of the tank, there is a road sign with a white 'X' on a blue background, indicating a railway crossing. In the background, a building and some trees are visible under a clear blue sky.</p>
<i>Photo de la réserve incendie le 24 avril 2026</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rétention aire de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 7.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. <i>Constat lors de la VI du 02/07/2025</i> Lors de la visite des installations, il a été constaté que la zone de stockage des carburants pour les engins/camions était bien sur rétention, ce qui n'est pas le cas de l'aire de dépotage qui donne directement sur le revêtement bitumé de sol sans rétention associée. Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre en place les actions nécessaires pour doter l'aire de dépotage/chargement de carburants d'une rétention qui lui est propre et suffisamment dimensionnée (à hauteur de 100 % de la capacité des citernes/camions transportant

du carburant).
<p>Constats :</p> <p>La présente inspection a permis de relever que les actions correctives pour répondre au constat n'ont pas encore été mises en œuvre.</p> <p>L'exploitant a toutefois précisé avoir budgétisé, au titre de l'année 2026, des mises en conformité en supprimant la station-service actuelle et en la déplaçant vers une nouvelle zone (à proximité des ateliers et de l'aire de lavage dotés d'un secteur pouvant être mis sur rétention moyennant l'ajout d'un dispositif d'isolement).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, d'ici la fin de l'année 2026, de mettre en place les actions nécessaires de sorte à garantir que l'aire de dépotage de carburants du site soit associée à une rétention aux caractéristiques idoines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois